

REVUE DE PRESSE

Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe-Institut Jacques Delors



« *La zone euro, creuset de l'Union politique* »

24 novembre 2012

Contact Presse :

Stéphanie Baz, Responsable Communication et Relations Médias
Conseillère presse de Jacques Delors, Président fondateur
sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84

Réunion du Comité européen d'orientation de *Notre Europe-Institut Jacques Delors*, samedi 24 novembre 2012



La réunion annuelle du Comité européen d'orientation de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* s'est tenu les 23 et 24 novembre 2012 à Paris. Le Comité européen d'orientation (CEO) réunit des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE. Il joue un rôle d'orientation pour les travaux de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* et émet des pistes pour l'avenir de la construction européenne.

Présidé par Jacques Delors, le CEO se réunit une fois par an. A l'issue de ses travaux, il adopte une déclaration commune publiée dans de très nombreux quotidiens nationaux européens.

Jacques Delors est intervenu lors d'un dîner-débat le 23 novembre sur le thème : « L'état de l'Union européenne à l'automne 2012 ».

La journée de débats du lendemain, samedi 24 novembre, s'est déroulée en trois sessions:

Une première sur le bilan et les perspectives du marché intérieur, avec une introduction par Riccardo Perissich, Ancien Directeur général Industrie à la Commission européenne, Vice Président exécutive de la représentation italienne du Conseil des Etats Unis et de l'Italie.

Une deuxième session sur l'équilibre à trouver entre rigueur et croissance dans la zone euro, qu'Anna Diamantopoulou, Ancienne commissaire européenne, ancienne Ministre grecque et Paavo Lipponen, Ancien Premier ministre de la Finlande, ont accepté d'introduire.

Antonio Vitorino a ouvert ensuite les débats de la troisième session portant sur la question : « Pas d'union monétaire sans union politique? ».

Enfin, Yves Bertoncini a animé une session qui a abouti à une déclaration commune portant cette année sur ce dernier thème, l'union politique, intitulée « La zone euro, creuset de l'Union politique » et qui a été publiée dans plusieurs pays européens et non européens.

Cette revue de presse fait état de ses publications dans les médias.

SOMMAIRE

Déclaration du CEO 2012 « La zone euro, creuset de l'Union politique »

Liste des participants du CEO 2012 et signataires de la déclaration

Publications dans la presse européenne et non-européenne :

- Le Figaro (France), mercredi 28 novembre 2012
- La Razon (Espagne), mercredi 28 novembre 2012
- EU Inside (Bulgarie et UE), mercredi 28 novembre 2012
- Le Temps (Suisse), jeudi 29 novembre 2012
- Publico (Portugal), vendredi 30 novembre 2012
- La Croix (France), vendredi 30 novembre 2012
- La Repubblica (Italie), vendredi 30 novembre 2012
- Ethnos (Grèce), dimanche 2 décembre 2012
- Eu Topics, (UE) dimanche 2 décembre
- New Europe (UE et Grèce) 9-15 décembre 2012

LA ZONE EURO, CREUSET DE L'UNION POLITIQUE

Jacques Delors, António Vitorino et les participants du Comité européen d'orientation (CEO)
du 24 novembre 2012 de *Notre Europe* – Institut Jacques Delors.

Il importe plus que jamais de faire progresser le débat sur « l'union politique » relancé par la crise que connaissent actuellement les pays européens, dans la perspective du Conseil européen de décembre 2012 et surtout des élections européennes de 2014.

La crise multiforme frappant les pays européens et les réponses que lui ont apporté les institutions européennes ont relancé de manière paradoxale le débat sur « l'union politique », terme absent des conclusions du Conseil européen de juin 2012, mais pourtant parfois présenté comme un objectif à atteindre à moyen terme. Il importe plus que jamais de faire progresser ce débat à partir de quelques idées clés, dans la perspective du Conseil européen des 13 et 14 décembre et, surtout, des élections européennes de 2014.

1. L'union politique, réalité partielle et perspective indispensable

L'évocation des projets d'« union budgétaire », d'« union économique » et d'« union bancaire » suscite des attentes très élevées que le Conseil européen de la mi-décembre ne doit pas décevoir. Elle a le mérite de rappeler que l'exercice commun de certaines compétences est l'enjeu central à partir duquel doivent s'ordonner les discussions sur « l'union politique », qui constitue une mise en perspective indispensable à l'établissement d'une UEM stable et prospère.

Pour progresser, il convient d'abord d'indiquer plus clairement ce que recouvre le terme d'« union politique », appréhendé très différemment d'un pays européen à l'autre, de sorte qu'une telle polysémie alimente beaucoup de discussions stériles, comme cela a été le cas pour le terme de « gouvernement économique ». Il faut donc souligner que l'union politique est déjà une réalité européenne, incomplète et à approfondir, tout comme la « [Fédération d'États-nations](#) »¹ qu'est aussi l'UE.

Cette « union politique européenne » est en effet fondée sur trois éléments : les États membres de l'UE ont décidé d'exercer ensemble certaines compétences, et ils ont mis en place à cette fin des institutions communes, qui agissent sous le contrôle des citoyens. Une telle union politique a un rendez-vous crucial en juin 2014, avec des élections devant non seulement

permettre d'élire de nouveaux parlementaires européens, mais aussi de désigner plus directement le Président de la nouvelle Commission, élections pour lesquelles les partis politiques sont appelés à identifier leurs candidats et à préparer des programmes européens. C'est en fonction d'un tel rendez-vous que doivent être mobilisés tous les partisans d'une intégration européenne plus efficace et plus légitime.

2. Combiner efficacité et légitimité via le recours à la « différenciation »

La crise de la zone euro a déjà permis quelques avancées souvent tardives, mais bienvenues, de l'intégration européenne, sur la base d'un renforcement conjoint de la solidarité et du contrôle exercés par l'UE : l'avènement du « Mécanisme européen de stabilité » et l'adoption du « Pacte budgétaire » en sont à ce stade les symboles les plus marquants. Tous les pays de l'UE ne participent pas à de telles avancées, mais ceux qui souhaitent le faire l'ont pu, sans qu'il leur ait été fait obstacle.

Au-delà de cette crise, il s'agit de mieux organiser « l'unité dans la diversité » afin de permettre aux Européens de répondre ensemble à nombre des défis internes et externes auxquels ils sont confrontés. Dans chaque cas, il convient de mettre en place des mécanismes permettant un partage de l'exercice de la souveraineté à la fois efficace et légitime, au bénéfice des États membres et des citoyens de l'UE. L'amélioration du « fédéralisme fonctionnel » déjà à l'œuvre au sein de l'UE est la plus sûre manière d'y parvenir – à rebours de l'idée de « Grand soir » fédéral.

Combiner efficacité et légitimité doit inciter à recourir à la « différenciation » au sein de l'UE, comme cela a déjà été le cas par le passé (par exemple pour Schengen et l'euro) et comme la crise récente nous y invite. L'UEM a ainsi vocation à être organisée via la procédure de coopération renforcée, c'est-à-dire dans

le cadre des traités actuels, de manière à garantir une bonne articulation avec le fonctionnement de l'UE27.

3. La zone euro, centre de gravité de l'intégration européenne

La crise en cours a clairement, et parfois douloureusement, souligné l'interdépendance économique, financière et politique des États membres et des citoyens de la zone euro, en les incitant à agir pour sa préservation et son renforcement. Elle a rappelé que l'appartenance à la zone euro repose sur des droits et des devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité. Elle a enfin mis en évidence les failles liées au déséquilibre entre union monétaire et union économique, et doit conduire à s'attaquer fermement aux conséquences et aux causes d'un tel déséquilibre.

Cette crise a fait apparaître la zone euro comme le creuset naturel d'une intégration accrue, qui doit reposer sur la poursuite parallèle des actions de solidarité et de contrôle déjà engagées : mise en place d'une supervision européenne de ces banques, sous l'égide de la BCE, et extension des fonds de secours aux banques ; mutualisation partielle de l'émission des dettes des pays membres de la zone euro (« Eurobills » ou « Eurobonds ») et renforcement complémentaire des pouvoirs de surveillance et de sanctions de la Commission ; amélioration de la coordination européenne en matière de politiques économiques et sociales des États membres, afin de prévenir les excès et les dérives menaçant le fonctionnement de l'union monétaire, via des incitations financières accordées aux États membres, dans un cadre contractuel ; mise en place d'un « Fonds d'ajustement cyclique »² fonctionnant comme une assurance entre États de la zone euro...

Sur le plan institutionnel, les « sommets de la zone euro » ont déjà pour mission d'adopter les grandes

orientations à suivre et à prendre les décisions en période de crise. La Commission doit jouer pleinement son rôle dans la définition de ces grandes orientations et dans l'exercice de tous les pouvoirs que lui confèrent les traités. Le Parlement européen doit demeurer incontournable pour l'adoption des décisions législatives et budgétaires européennes. Dans l'esprit de l'article 13 du « pacte budgétaire », la coopération entre parlementaires nationaux issus des pays de la zone euro et parlementaires européens doit enfin permettre de favoriser un dialogue politique plus ouvert et de renforcer le contrôle démocratique des instances exécutives de la zone euro. Les parlements nationaux doivent tout particulièrement être impliqués dans les grandes décisions budgétaires de la zone euro, lorsqu'elles ont un impact sur les budgets nationaux ou si elles concernent un nouveau budget dédié à cette zone.

L'intégration accrue de la zone euro, ouverte à tous les pays européens qui le souhaitent, a naturellement vocation à aller de pair avec le lancement d'initiatives impliquant tous les pays de l'UE. C'est par exemple dans le cadre du marché unique que doivent être relancés les efforts d'harmonisation nécessaires en matière sociale et fiscale ; au niveau de l'UE27 que doit être mis en œuvre le projet de « Communauté européenne de l'énergie »³ que nous promouvons ; ou encore que des actions communes en matière de politique étrangère et de sécurité doivent être encouragées, sur les bases des propositions du « Rapport Westerwelle ».

C'est en combinant cette double perspective - zone euro et UE - que les pays européens pourront le mieux approfondir leurs actions dans tous les domaines d'intérêt commun, et ainsi approfondir « l'union politique européenne ».

1. "Pour une Fédération européenne d'États-nations : la vision de Jacques Delors revisitée" (ouvrage de Gaëtane Ricard-Nihoul), Yves Bertoncini, *Synthèse, Notre Europe*, Avril 2012.
2. "Parachever l'euro - Feuille de route vers une union budgétaire en Europe", Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, *Études et Rapports n° 92, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, septembre 2012.
3. "Vers une Communauté européenne de l'énergie : un projet politique", Sami Andoura, Leigh Hancher et Marc Van der Woude, sur une proposition de Jacques Delors, *Études n° 76 Notre Europe*, mars 2010.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*



Programme
L'Europe pour les citoyens



Revue de presse, CEO 2012 - novembre 2012



info@notre-europe.eu
19 rue de Milan
75009 Paris - France
www.notre-europe.eu



Comité européen d'orientation (CEO)

Paris, 24 novembre 2012

Jacques Delors, Président du CEO, Président fondateur de *Notre Europe – Jacques Delors Institute*, ancien Président de la Commission européenne

António Vitorino, Président de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais

Pascale Andréani, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)

Enrique Barón-Crespo, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Yves Bertoncini, Directeur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, administrateur de la Commission européenne

Joachim Bitterlich, Vice-Président du Conseil d'administration, Executive Vice-president for International Affairs de Veolia Environnement Paris

Jean-Louis Boulanges, Ancien député européen

Jerzy Buzek, Député européen, ancien Président du Parlement européen, ancien Premier Ministre polonais

Jean Baptiste de Foucauld, Ancien Commissaire au plan, ancien Inspecteur des Finances

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et écrivain

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Philippe de Schoutheete, Ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE, Directeur du Département Europe à l'institut Egmont

Anna Diamantopoulou, Ancienne commissaire européenne, ancienne Ministre grecque

Isabelle Durant, Vice-Présidente du Parlement européen

Emilio Gabaglio, Ancien Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

Elisabeth Guigou, Députée française, Présidente de la Commission des Affaires étrangères, ancienne Ministre française

Klaus Hänsch, Ancien Président du Parlement européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France, Vice-président et Senior Advisor de la banque Barclay Capital

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc

Pierre Lepetit, Vice-Président du Conseil d'administration, Inspecteur général des finances

Paavo Lipponen, Ancien Premier ministre de la Finlande

Père Henri Madelin, Jésuite, Centre Sèvres

Florence Mangin, Représentante permanente de la France auprès de l'office des Nations Unies et des Organisations internationales à Vienne

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

Riccardo Perissich, Ancien Directeur général pour l'Industrie à la Commission européenne, Vice-Président exécutif de la représentation italienne du Conseil des Etats-Unis et de l'Italie

Alojz Peterle, Député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Julian Priestley, Ancien Secrétaire général du Parlement européen

Antonio Puri Purini, Ancien conseiller du Président de la République italienne, Ancien Ambassadeur d'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne secrétaire générale de *Notre Europe*

Maria João Rodrigues, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Pedro Solbes, Président de la *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior* (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne Députée européenne

Pawel Swieboda, Président de DemosEuropa (Varsovie)

Christian Stoffaës, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du conseil d'administration du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Christine Verger, Directrice des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne secrétaire générale de *Notre Europe*

Jacques Delors,
Antonio Vitorino

L'ancien président de la Commission européenne et le président du think tank Notre Europe-Institut Jacques Delors*, avancent des propositions pour renforcer l'intégration européenne.

La zone euro, creuset de l'Union politique

La crise multiforme frappant les pays européens et les réponses que lui ont apportées les institutions européennes ont relancé de manière paradoxale le débat sur « l'union politique », terme absent des conclusions du Conseil européen de juin 2012, mais pourtant parfois présenté comme un objectif à atteindre à moyen terme. Il importe de faire progresser ce débat à partir de quelques idées clés, dans la perspective des élections européennes de 2014. L'évocation des projets d'union budgétaire, d'union économique et d'union bancaire a le mérite de rappeler que l'exercice commun de certaines compétences est l'enjeu central à partir duquel doivent s'ordonner les discussions sur l'union politique, qui constitue une mise en perspective indispensable à l'établissement d'une union économique et monétaire (UEM) stable et prospère.

Il convient d'abord d'indiquer que l'union politique est déjà une réalité, incomplète et à approfondir, tout comme la Fédération d'États-nations qu'est aussi l'Union européenne (UE).

Cette « union politique européenne » est fondée sur trois éléments : les États membres de l'UE ont décidé d'exercer ensemble certaines compétences, et ils ont mis en place à cette fin des

institutions communes, qui agissent sous le contrôle des citoyens. Une telle union politique a un rendez-vous crucial en juin 2014, avec des élections devant permettre d'élire de nouveaux parlementaires européens, mais aussi de désigner plus directement le président de la nouvelle Commission, élections pour lesquelles les partis politiques doivent identifier leurs candidats et préparer des programmes européens. La crise de la zone euro a déjà permis quelques avancées bienvenues de l'union politique européenne, sur la base d'un renforcement conjoint de la solidarité et du contrôle exercés par l'UE - ainsi du Mécanisme européen de stabilité et du pacte budgétaire. Tous les pays de l'UE ne participent pas à de telles avancées, mais ceux qui souhaitaient le faire l'ont pu, sans qu'il leur ait été fait obstacle.

Au-delà de cette crise, il s'agit de mieux organiser l'unité dans la diversité afin que les Européens répondent ensemble à nombre de leurs défis internes et externes. Dans chaque cas, il convient de mettre en place un partage de l'exercice de la souveraineté à la fois efficace et légitime : l'amélioration du « fédéralisme fonctionnel » déjà à l'œuvre au sein de l'UE est la plus sûre manière d'y parvenir.

Combinaison efficace et légitimité doit inciter à recourir à la « différenciation » au sein de l'UE, comme cela a déjà été le cas par le passé (Schengen et l'euro). L'UEM a ainsi vocation à être organisée via la procédure de coopération renforcée, c'est-à-dire dans le cadre des traités actuels, de manière à garantir une bonne articulation avec le fonctionnement de l'UE à 27. La crise

en cours a souligné l'interdépendance économique, financière et politique des pays de la zone euro, en les incitant à agir pour sa préservation et son renforcement. Elle a rappelé que l'appartenance à la zone euro repose sur des droits et des devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité et fait apparaître cette zone comme le creuset d'une intégration accrue, basée sur la poursuite parallèle des actions de solidarité et de contrôle : mise en place d'une supervision européenne de ces banques, sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE), et extension des fonds de secours aux banques ; mutualisation partielle de l'émission

« Cette intégration accrue de la zone euro, ouverte à tous les pays européens volontaires, doit aller de pair avec le lancement d'initiatives au niveau de l'UE : efforts d'harmonisation en matière sociale et fiscale dans le cadre du marché unique, projet de « Communauté européenne de l'énergie » (...) »

des dettes des pays membres et renforcement complémentaire des pouvoirs de surveillance de la Commission ; amélioration de la coordination européenne des politiques économiques et sociales, via des incitations financières accordées aux États membres, dans un cadre contractuel...

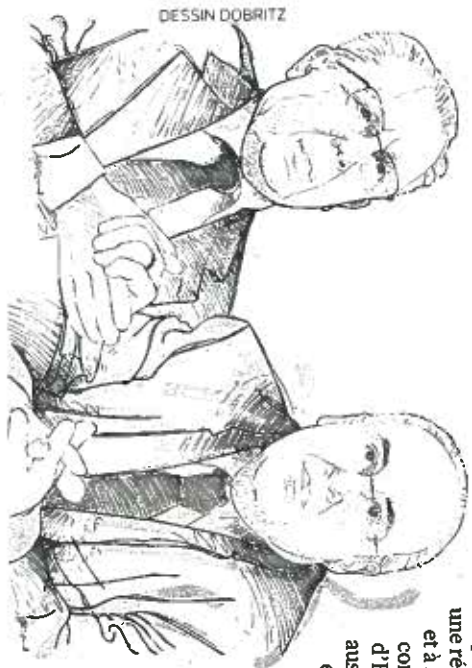
Les sommets de la zone euro ont pour mission d'adopter les grandes orientations à suivre et à prendre les décisions en période de crise. La Commission doit jouer pleinement son rôle dans la définition de ces grandes orientations et dans l'exercice de tous les

pouvoirs que lui confèrent les traités. Le Parlement européen doit demeurer incontournable pour l'adoption des décisions législatives et budgétaires européennes. Dans l'esprit de l'article 13 du pacte budgétaire, la coopération entre parlementaires nationaux issus des pays de la zone euro et parlementaires européens doit enfin permettre de favoriser un dialogue politique plus ouvert et de renforcer le contrôle démocratique des instances exécutives de la zone euro.

Cette intégration accrue de la zone euro, ouverte à tous les pays européens volontaires, doit aller de pair

avec le lancement d'initiatives au niveau de l'UE : efforts d'harmonisation en matière sociale et fiscale dans le cadre du marché unique ; projet de « Communauté européenne de l'énergie » ; nouvelles initiatives communes en matière de politique étrangère et de sécurité... C'est en combinant cette double perspective - zone euro et UE - que les pays européens pourront le mieux approfondir leurs actions dans tous les domaines d'intérêt commun, et donc l'union politique européenne.

* Tribune consignée par l'ensemble du Comité européen d'orientation de l'Institut. Liste complète sur www.notre-europe.eu



DESSIN DOBRITZ

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvaor
Directeurs adjoints de la rédaction
Gatien de Capelle (Économie),
(Enquêtes, Opérations spéciales,

Paul-Henri du Limbert (Politique,
Société, Sciences), Étienne de
Montety (Débats et Opinions,
Littéraire), Pierre Rousselin
(Étranger) et Yves Thérard

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pillel-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimaird Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022

Ce journal
se compose de :
Édition du Tremblay
Édition de Gallargues
Édition de Casablanca
Cahier 2 Économie
10 pages
Cahier 3 Le Figaro
et tous 2 pages

El núcleo de una unión política; por Jacques Delors



El núcleo de una unión política; por Jacques Delors

27 Noviembre 12 - -

La crisis multifacética que actualmente está sacudiendo a los países europeos y las soluciones ideadas por las instituciones europeas han dado, irónicamente, un nuevo impulso al debate sobre la «unión política». Esta frase no aparece en las conclusiones de la reunión del Consejo Europeo celebrada en junio de 2012, pero se presenta frecuentemente como un objetivo a alcanzar en el medio plazo. Es importante profundizar en este debate en torno a varias ideas clave de cara a las elecciones europeas de 2014.

La acalorada discusión sobre los proyectos de una unión presupuestaria, una unión económica y una unión bancaria permite recordarnos que precisamente el ejercicio común de determinadas competencias es el asunto central sobre el que se deben sustentar los debates sobre la unión política, y que deben ponerse en perspectiva del necesario establecimiento de un estado estable y próspero de la Unión Europea Monetaria.

Hay que destacar que la unión política es ya una realidad europea, aunque incompleta y que necesita ser ampliada, al igual que la Federación de estados-nación dentro de la UE. Esta «unión política europea» se basa en tres factores: los estados miembros de la UE han decidido ejercer juntos ciertas responsabilidades y con este fin se han creado instituciones comunes que actúan bajo la supervisión de los ciudadanos. Esta unión política se enfrenta a un momento crucial en junio de 2014 cuando se celebren las elecciones al nuevo Parlamento Europeo, pero para ese momento también se deberá asegurar una elección más democrática del presidente de la Comisión. Con esta perspectiva, los partidos políticos deberían empezar a seleccionar a sus candidatos y preparar sus agendas y plataformas electorales.

La crisis de la zona euro ya ha conseguido avanzar hacia la unión política europea con el fortalecimiento de la solidaridad y la supervisión de la UE con ejemplos como el Mecanismo Europeo de Estabilidad o el Pacto Fiscal. Todos los países de la Unión Europea no han tomado parte de este progreso, pero aquellos que estén interesados podrían ser involucrados sin que nadie se lo impida. Más allá de la crisis actual, de lo que se trata es de organizar mejor nuestra unidad en la diversidad para que los europeos puedan responder juntos a una buena parte de sus desafíos internos y externos. En cada caso, el establecimiento de un mecanismo de soberanía compartida que sea a la vez eficaz y legítimo, una mejora en el «federalismo funcional» que ya opera en la UE, es la forma más segura de lograr este objetivo. El modo para combinar la eficiencia y la legitimidad debería llevar, a su vez, hacia la «diferenciación» dentro de la UE, como en el pasado ocurrió con Schengen y el euro. Así, la UEM debería implementarse mediante un procedimiento de cooperación reforzada, es decir sobre la base de los tratados actuales, a fin de garantizar una mayor complementariedad con el actual funcionamiento de la UE de los Veintisiete.

La coyuntura actual ha confirmado la interdependencia económica, financiera y política de los países de la zona euro y los empuja a trabajar de un modo que fortalezca y salvaguarde esta unión. Esto nos recuerda que la pertenencia a la zona euro se basa en una serie de derechos y deberes específicos que van desde la disciplina a la solidaridad que permiten a la zona euro aparecer como el núcleo de una mayor integración, fundamentada, a su vez, en continuos mecanismos de solidaridad y de control, como son la creación de una supervisión europea de los bancos bajo los auspicios del Banco Central Europeo, la ampliación de los fondos de rescate a las entidades financieras, una mutualización parcial de la deuda soberana de los países de la zona euro y un mayor fortalecimiento de las competencias de la Comisión en materia de control, además de una mejora de la coordinación europea de las políticas económicas y sociales a través de incentivos financieros ofrecidos a los Estados miembros dentro de un marco contractual.

Las cumbres de la zona euro se realizan para acordar las líneas maestras que deben adoptar los países miembros y para tomar las decisiones en tiempos de crisis. La Comisión debe desempeñar su papel plenamente y definir dichas orientaciones generales, en el ejercicio de todas las facultades que le confieren los tratados. El Parlamento Europeo debe seguir desempeñando un papel fundamental en la adopción de las decisiones europeas legislativas y presupuestarias. En el espíritu del Artículo 13 del Pacto Fiscal, la cooperación entre los parlamentos nacionales de los países de la zona euro y los europarlamentarios debe por lo menos garantizar un diálogo político más abierto y reforzar la democrática supervisión de las entidades ejecutoras de la zona euro. Una mayor integración de la zona euro, abierta a todos los países europeos que lo deseen, deberán ir de la mano de la puesta en marcha de iniciativas a escala europea: mayores esfuerzos para una armonización social y fiscal en el mercado único, un proyecto de una «comunidad europea de la energía», o nuevas medidas europeas relacionadas con la política exterior y de seguridad. Mediante la combinación de esta doble perspectiva –la zona euro y la UE–, los Veintisiete estarán mejor capacitados para profundizar en los ámbitos de interés común y para avanzar en la unión política europea.

Jacques Delors

Ex presidente de la Comisión Europea y ex ministro de Economía y Hacienda de Francia

EU INSIDE

(BULGARIE ET EU)

[The Eurozone, Core of a Political Union](http://www.euinside.eu/en/analyses/the-eurozone-core-of-a-political-union#ixzz2DWi4F3Oz) <http://www.euinside.eu/en/analyses/the-eurozone-core-of-a-political-union#ixzz2DWi4F3Oz>

The Eurozone, Core of a Political Union

Published: November 27, 2012 12:46, Jacques Delors, António Vitorino*, Paris



The multi-faceted [crisis](#) currently rocking the countries of Europe and the solutions devised by the European institutions has, ironically, given a fresh impulse to the debate on "political union": this phrase is absent from the conclusions of the European Council [meeting](#) held in June 2012 but it is occasionally presented as a goal to be achieved in the middle term. It is more important than ever to push this debate forward on the basis of several key ideas, ahead of the European Council meeting scheduled for 13 and 14 December and above all of the European elections in 2014.

1. Political union, a partial reality and an indispensable perspective

The debate raging over the projects for a "budgetary union", an "economic union" and a "[banking union](#)" generates very high expectations the European Council of mid-December should not disappoint. It has the merit of reminding us that the common exercise of certain competences is the central issue which must underpin discussions on the "political union", which must absolutely be put into perspective to ensure the setting up of a stable and thriving EMU. To go further, we need to be clear about exactly what the expression "political union" covers, because it is understood in very different ways from one European country to the next, with the result that this profusion of different meanings has been fuelling a spate of sterile debates, as indeed it was the case with the expression "economic governance". Thus it needs to be stressed that political union is already a European reality, incomplete and which needs to be deepened, as does the "[Federation of Nation States](#)" which the EU is too.

This "European political union" is indeed based on three factors: the EU member states have decided to exercise certain responsibilities together, and to this end they have set up common institutions, acting under the citizens' supervision. Such a political union faces a crucial deadline in June 2014, with elections that will not only be electing new MEPs for the European Parliament but will also have to ensure that the President of the new Commission is designated in a more democratic manner. In this perspective, the political parties need to start identifying their candidates and preparing their European agendas and platforms ahead of these elections. It is by

reference to such an event that all supporters of a more efficient and more legitimate European integration must be mobilised.

2. Combining efficiency and legitimacy through "differentiation"

The eurozone crisis has already fostered a certain amount of often belated (yet nonetheless welcome) progress of European integration on the basis of a joint strengthening of the solidarity and supervision exercised by the EU: the [approval](#) of the "European Stability Mechanism" and the adoption of the "[Fiscal Compact](#)" are the most notable instances of that progress at this stage. All EU countries do not take part to this progress but those willing to were able to be involved, without being hindered. But above and beyond the present crisis, it is a matter of organising better our "unity in diversity" in order to allow the European people to respond together to a good many of the internal and external challenges they currently face.

In each instance, setting up mechanisms allowing for a sharing of the exercise of sovereignty that is at once both effective and legitimate, to the benefit of the EU's member states and of its citizens should be the objective. An improvement in "functional federalism" already operating within the EU is the most reliable way of achieving this (as opposed to the notion of a "federal leap"). The drive to combine efficiency and legitimacy must also lead to move to "differentiation" within the EU, as in the past (for instance in connection with [Schengen](#) and with the euro) and as the recent crisis impels us. The EMU should then be implemented through the enhanced cooperation procedure, i.e. on the basis of the current treaties, so as to ensure effective dovetailing with the functioning of the EU27.

3. The euro zone, centre of gravity of European integration

The current crisis has clearly, and sometimes painfully, confirmed the economic, financial and political interdependence of eurozone member states and citizens, prompting them to act in order to safeguard and to strengthen it. It reminded us that belonging to the eurozone is based on specific rights and duties as far as discipline and solidarity are concerned. It also underlined the flaws due to the imbalance between monetary union and economic union, and it must now lead to firmly address the consequences and causes of such an imbalance.

This crisis made the eurozone appear like the natural core of an increased integration, which must be based on parallel continuing acts of solidarity and control: the creation of a European supervision of banks under the aegis of the ECB, and extension of the rescue funds to banks; a partial mutualisation of the issue of the eurozone member countries' debt (via "Eurobills" or "[Eurobonds](#)") and a further strengthening of the Commission's powers of control and sanction; an improvement of European coordination of economic and social policies in order to curb the excesses and abuses that threaten the proper functioning of the monetary union, through financial incentives offered to member states within a contractual framework; the creation of a "cyclical adjustment fund" playing the role of an insurance policy among the members countries ...

On the institutional level, "eurozone summits" are already held to adopt the broad guidelines for the eurozone to follow and to reach decisions in times of crisis. The Commission must play its role to the full in defining these broad guidelines and in exercising all of the powers conferred on it by the treaties. The European Parliament must remain a crucial player in the adoption of the European legislative and budgetary decisions. In the spirit of article 13 of the "Fiscal Compact", cooperation between national parliamentarians from eurozone countries and European parliamentarians must at last ensure a more open political dialogue and reinforce democratic oversight for the eurozone executive entities. National parliaments must be assigned a more important role in the main budgetary decisions of the eurozone when such decisions have an impact on national budgets or when they concern a new budget for the zone.



A further integration of the eurozone, open to all European willing countries, must naturally go hand in hand with the launching of initiatives involving all EU countries. For example, within the single market, necessary efforts for a further social and fiscal harmonisation are required; it is within the EU27 that we must set in the project of a "European energy community" that we promote; or that we must encourage common actions related to foreign and security policies, on the basis of the proposals of the "[Westerwelle report](#)". It is by combining this double perspective – eurozone and EU – that EU countries will best be able to better deepen their action in all fields of common interest and so deepen the "European political union".

This is an article by Jacques Delors, António Vitorino and the participants of the European Steering Committee 2012, provided to **euinside** exclusively by Notre Europe*

***The European Steering Committee (ESC) brings together high-profile European figures to discuss subjects of fundamental importance to the future of the EU. It has a role in orienting the work of Notre Europe – Jacques Delors Institute and proposes ways forward for European integration. The complete list of the signatories is available: www.notre-europe.eu*

- The Eurozone, Core of a Political Union

LE TEMPS

OPINIONS Jeudi 29 novembre 2012

La crise de l'euro, une leçon pour l'avenir de l'Union

Jacques Delors et Antonio Vitorino



Jacques Delors et Antonio Vitorino, anciens hauts responsables de l'UE, estiment que le Conseil européen doit faire progresser le débat sur l'union politique

La crise multiforme frappant les pays européens et les réponses que lui ont apportées les institutions européennes ont relancé de manière paradoxale le débat sur «l'union politique», terme absent des conclusions du Conseil européen de juin 2012, mais pourtant parfois présenté comme un objectif à atteindre à moyen terme. Il importe plus que jamais de faire progresser ce débat à partir de quelques idées clés, dans la perspective du Conseil européen des 13 et 14 décembre et, surtout, des élections européennes de 2014.

1. L'union politique, réalité partielle et perspective indispensable

L'évocation des projets d'«union budgétaire», d'«union économique» et d'«union bancaire» suscite des attentes très élevées que le Conseil européen de la mi-décembre ne doit pas décevoir. Elle a le mérite de rappeler que l'exercice commun de certaines compétences est l'enjeu central à partir duquel doivent s'ordonner les discussions sur «l'union politique», qui constitue une mise en perspective indispensable à l'établissement d'une Union économique et monétaire (UEM) stable et prospère.

Pour progresser, il convient d'abord d'indiquer plus clairement ce que recouvre le terme d'«union politique», appréhendé très différemment d'un pays européen à l'autre, de sorte qu'une telle polysémie alimente beaucoup de discussions stériles, comme cela a été le cas pour le terme de «gouvernement économique». Il faut donc souligner que l'union politique est déjà une réalité européenne, incomplète et à approfondir, tout comme la «Fédération d'Etats-nations» qu'est aussi l'UE.

Cette «union politique européenne» est en effet fondée sur trois éléments: les Etats membres de l'UE ont décidé d'exercer ensemble certaines compétences, et ils ont mis en place à cette fin des institutions communes, qui agissent sous le contrôle des citoyens. Une telle union politique a un rendez-vous crucial en juin 2014, avec des élections devant non seulement permettre d'élire de nouveaux parlementaires européens, mais aussi de désigner plus directement le président de la nouvelle Commission, élections pour lesquelles les partis politiques sont appelés à identifier leurs candidats et à préparer des programmes européens. C'est en fonction d'un tel rendez-vous que doivent être mobilisés tous les partisans d'une intégration européenne plus efficace et plus légitime.

2. Combiner efficacité et légitimité via le recours à la «différenciation»

La crise de la zone euro a déjà permis quelques avancées souvent tardives, mais bienvenues, de l'intégration européenne, sur la base d'un renforcement conjoint de la solidarité et du contrôle exercés par l'UE: l'avènement du «Mécanisme européen de stabilité» et l'adoption du «Pacte budgétaire» en sont à ce stade les symboles les plus marquants. Tous les pays de l'UE ne participent pas à de telles avancées, mais ceux qui souhaitaient le faire l'ont pu, sans qu'il leur ait été fait obstacle.

Au-delà de cette crise, il s'agit de mieux organiser «l'unité dans la diversité» afin de permettre aux Européens de répondre ensemble à nombre des défis internes et externes auxquels ils sont confrontés. Dans chaque cas, il convient de mettre en place des mécanismes permettant un partage de l'exercice de la souveraineté à la fois efficace et légitime, au bénéfice des Etats membres et des citoyens de l'UE. L'amélioration du «fédéralisme fonctionnel» déjà à l'œuvre au sein de l'UE est la plus sûre manière d'y parvenir – à rebours de l'idée de «Grand Soir» fédéral.

Combiner efficacité et légitimité doit inciter à recourir à la «différenciation» au sein de l'UE, comme cela a déjà été le cas par le passé (par exemple pour Schengen et l'euro) et comme la crise récente nous y invite. L'UEM a ainsi vocation à être organisée via la procédure de coopération renforcée, c'est-à-dire dans le cadre des traités actuels, de manière à garantir une bonne articulation avec le fonctionnement de l'Union européenne des Vingt-Sept (UE-27).

3. La zone euro, centre de gravité de l'intégration européenne

La crise en cours a clairement, et parfois douloureusement, souligné l'interdépendance économique, financière et politique des Etats membres et des citoyens de la zone euro, en les incitant à agir pour sa préservation et son renforcement. Elle a rappelé que l'appartenance à la zone euro repose sur des droits et des devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité. Elle a enfin mis en évidence les failles liées au déséquilibre entre union monétaire et union économique, et doit conduire à s'attaquer fermement aux conséquences et aux causes d'un tel déséquilibre.

Cette crise a fait apparaître la zone euro comme le creuset naturel d'une intégration accrue, qui doit reposer sur la poursuite parallèle des actions de solidarité et de contrôle déjà engagées: mise en place d'une supervision européenne de ces banques, sous l'égide de la BCE, et extension des fonds de secours aux banques; mutualisation partielle de l'émission des dettes des pays membres de la zone euro («Eurobills» ou «Eurobonds») et renforcement

complémentaire des pouvoirs de surveillance et de sanctions de la Commission; amélioration de la coordination européenne en matière de politiques économiques et sociales des Etats membres, afin de prévenir les excès et les dérives menaçant le fonctionnement de l'union monétaire, via des incitations financières accordées aux Etats membres, dans un cadre contractuel; mise en place d'un «Fonds d'ajustement cyclique» fonctionnant comme une assurance entre Etats de la zone euro...

Sur le plan institutionnel, les «sommets de la zone euro» ont déjà pour mission d'adopter les grandes orientations à suivre et à prendre les décisions en période de crise. La Commission doit jouer pleinement son rôle dans la définition de ces grandes orientations et dans l'exercice de tous les pouvoirs que lui confèrent les traités. Le Parlement européen doit demeurer incontournable pour l'adoption des décisions législatives et budgétaires européennes. Dans l'esprit de l'article 13 du «pacte budgétaire», la coopération entre parlementaires nationaux issus des pays de la zone euro et parlementaires européens doit enfin permettre de favoriser un dialogue politique plus ouvert et de renforcer le contrôle démocratique des instances exécutives de la zone euro. Les parlements nationaux doivent tout particulièrement être impliqués dans les grandes décisions budgétaires de la zone euro, lorsqu'elles ont un impact sur les budgets nationaux ou si elles concernent un nouveau budget dédié à cette zone.

L'intégration accrue de la zone euro, ouverte à tous les pays européens qui le souhaitent, a naturellement vocation à aller de pair avec le lancement d'initiatives impliquant tous les pays de l'UE. C'est par exemple dans le cadre du marché unique que doivent être relancés les efforts d'harmonisation nécessaires en matière sociale et fiscale; au niveau de l'UE-27 que doit être mis en œuvre le projet de «Communauté européenne de l'énergie» que nous promouvons; ou encore que des actions communes en matière de politique étrangère et de sécurité doivent être encouragées, sur les bases des propositions du «Rapport Westerwelle».

C'est en combinant cette double perspective – zone euro et UE – que les pays européens pourront le mieux approfondir leurs actions dans tous les domaines d'intérêt commun, et ainsi approfondir «l'union politique européenne».

L'UTOPIA EL'IPOCRISIA

ADRIANO SOFRI

(segue dalla prima pagina)

A chi sarà affidata la gestione e il controllo dell'azienda "dissequestrata" d'autorità (dubbia), e da dove verranno i soldi necessari a ottemperare alle prescrizioni di magistrati e periti che il governo stesso dichiara di voler seguire alla lettera. Perché l'idea che gestione e controllo stiano nelle mani di una gerarchia aziendale che ha portato a questo punto è temeraria. Ancora più temeraria l'idea di dare a chi ha portato le cose a questo punto (e se stesso in galera) il denaro necessario alla riparazione, piuttosto che farselo restituire. La chiusura dell'Ilva di Taranto, i cui pericolanti titolari hanno ribadito ancora che ne deriverebbe immediatamente la liquidazione della siderurgia genovese e del resto d'Italia, sarebbe differita di due anni: come la Troika con la Grecia. Tra le poche cose che si sono capite in questi giorni convulsi, c'è che la frase fatta sull'Italia secondo paese manifatturiero d'Europa, ripetuta mille volte come un esorcismo, decadrebbe nel momento stesso in cui finisse la produzione di acciaio. La quale non è per sé novecentesca né ottocentesca, come a qualcuno piace ripetere, salvo che sia condotta nel modo più regressivo e speculativo. L'Italsider pubblica degenerò a rotta di collo, per essere regalata ai Riva che ne tirarono fuori profitti colossali alla condizione tacita (salvo che nelle telefonate e nelle tavolate) di produrre calpestando salute e diritti di cittadini e lavoratori. Produrre diversamente si può, e lo si fa in paesi meno corrivi – persino i Riva lo fanno, quando sono costretti. Altri paesi dominano la produzione mondiale dell'acciaio, come la Cina, in condizioni di nocività pubblica e di sfruttamento del lavoro che renderebbero Taranto invidiabile. Il vincolo fra controllo delle prescrizioni e investimenti necessari alla bonifica diventa perfino più stringente nel momento in cui l'intervento chirurgico della magistratura viene sostituito dalla dilazione del decreto, senza di che i due anni – se tanti saranno – significano soltanto la rassegnazione a che i danni per la salute di chi lavora e di chi abita la città continuino immutati. E poi, davvero, chi vivrà vedrà.

Il governo – per il quale forse la questione industriale e sociale viene dopo quella dell'ordine pubblico – sottolinea la propria premura verso la magistratura. È difficile immaginare che la Procura tarantina voglia alzare ulteriormente il tiro sulla chiusura dell'Ilva: per sollevare piuttosto, con tempi meno urgenti, un problema di legittimità. Però restano aperti diversi filoni di indagine, e possono arrivare, così si mormorava attorno all'incontro beckettiano di ieri a Roma, nuovi avvisi di reato di peso aziendale e politico. D'altra parte è difficile immaginare che un commissariamento dell'Ilva, che non sia solo di facciata, possa conciliarsi con la proprietà e la direzione di un'azienda decapitata. C'è un ambientalismo che mira senz'altro alla chiusura dell'Ilva e coltiva la bella e sconfinata utopia dei lavoratori siderurgici trasformati in operatori della bonifica e della conversione. Anche la proposta di una specie di rinazionalizzazione dell'Ilva, oltre a fare scandalo per l'ortodossia privatista, è utopica, a proclamarla. Forse sarà la strada sulla quale le cose si incammineranno ma con prudenza, con ipocrisia, con mezze misure, e senza mai ammetterlo: dunque nel modo peggiore. Un po' come si è fatto con la Grecia e i suoi due anni di rianimazione.

Intanto ieri a Taranto il mare era ancora tempestoso, e la città era piuttosto vuota. Si facevano comunque incontri interessanti. In un caffè del lungomare ho incontrato un ammiraglio di squadra molto importante, dev'esserci un'esercitazione sulla portaerei Cavour, che ha il nome della infelice corazzata. Si avverte spesso che Taranto è sì la capitale dell'acciaio, ma prima ancora della marina militare, e che il suo ruolo strategico nel Mediterraneo fa tenere le briglie strette sulla città. Mi sono chiesto se l'idea che l'Europa smetta di avere 28 eserciti e di dilapidare risorse per avere invece una difesa comune, una forza armata federale, e una capacità comune di tutela della pace e della legalità al proprio interno e fuori, appaia come una diminuzione ai nostri marinaia e ai nostri ammiragli: mi sono detto di no, per incoraggiamento. Poi ho incontrato dei funzionari di polizia. Erano appena arrivati, da lontano, alcuni da Trieste, perché il Viminale è preoccupato dalle tensioni sociali di questi giorni. Per ragioni infantili, ho sempre pensato a Trieste e Taranto come città sorelle, ai due capi del-

l'Italia. Sembrava anche a loro, per il mare che sale sulle strade, stupiti da un vento da far invidia alla bora, che per giunta, dicevano, "qui soffia continuamente, non a raffiche". La loro prima volta a Taranto, non avevano ancora visto l'Ilva. Del resto la Ferriera triestina è ancora più nel cuore della città che l'Ilva a Taranto, e cancerogena altrettanto. All'Ilva andranno, e troveranno le differenze. Per esempio, lungo i recinti della fabbrica intossicata, l'ultimo giorno di novembre, le bougainville sono slanciate e fiorite come nel luglio di una città moderata. Per il resto, vedranno che le questioni si assomigliano molto.

© RIPRODUZIONE RISERVATA



IN CIMA ALLE CLASSIFICHE, AL CENTRO DELLE DOLOMITI. VAL DI FASSA, PATRIMONIO DELL'UMANITÀ.

CRISTIAN DEVILLE, STEFANO GROSS E CHIARA COSTAZZA, CAMPIONI DI SCI ALPINO, VI ASPETTANO SULLE PISTE PIÙ BELLE DELLE DOLOMITI.

PRONTI, ATTENTI... SCIA! Dall'1 al 22 dicembre. Scegli la convenienza della prima neve! MAGICI FIOCCHI DI NEVE, SPECIALE FAMIGLIA Dal 6 gennaio fino a Pasqua. Settimane indimenticabili negli Hotel Fassalandia!	SETTIMANA "AZZURRA" Dal 23 febbraio al 2 marzo. Incontra i campioni di sci alpino! CHARME E GOURMET Dal 6 gennaio fino a Pasqua. Buon cibo e tanto wellness!
--	---

Azienda per il Turismo della Val di Fassa · Tel. 0462 609500 · infobooking@fassa.com · www.fassa.com

L'EUROPA A PICCOLI PASSI VERSO L'UNIONE POLITICA

JACQUES DELORS E ANTÓNIO VITORINO

La complessa crisi che sta scuotendo i Paesi dell'Europa e le soluzioni elaborate in merito dalle istituzioni europee, ironicamente, hanno dato un nuovo impulso al dibattito sull'"unione politica": questa frase è assente dalle conclusioni del Consiglio europeo che si è tenuto nel giugno 2012 ma, di tanto in tanto, essa viene presentata come un obiettivo da raggiungere nel medio termine. È importante che, prima delle elezioni europee del 2014, tale dibattito venga sviluppato tenendo presenti alcune idee chiave.

La discussione in atto circa i progetti di una unione economica, bancaria e in materia di bilancio, ha il merito di ricordarci che l'esercizio condi-

viso di talune competenze è il punto fermo attorno al quale va sviluppata la discussione sull'unione politica, la quale deve assolutamente essere messa in prospettiva in modo da assicurare la realizzazione di una Unione monetaria europea stabile e fiorente.

Occorre sottolineare che l'unione politica è già una realtà europea, incompleta e bisognosa di essere approfondita, come la Federazione degli Stati-Nazione in cui consiste l'Ue.

Questa "unione politica europea" si fonda su tre fattori: gli Stati membri dell'Ue hanno deciso di esercitare insieme alcune responsabilità e, a questo scopo, hanno predisposto istituzioni comuni, le quali operano sotto il controllo dei cittadini. Tale unione politica dovrà affrontare una scadenza decisiva nel giugno 2014, con le elezioni attraverso cui si eleggeranno i nuovi deputati al Parlamento europeo ma che dovranno anche garantire che il presidente della nuova Commissione venga designato in modo più democratico. In questa prospettiva, i partiti politici devono individuare i propri candidati e preparare il loro ordine del giorno e il loro programma europeo prima delle elezioni.

La crisi dell'euro-zona ha già stimolato un certo progresso in direzione dell'unione politica europea sulla base di un rafforzamento della solidarietà e della supervisione esercitata da parte delle istituzioni della Ue, come il meccanismo europeo di stabilità e il Fiscal Compact. Non tutti i Paesi della Ue contribuiscono a tale progresso, ma quelli che lo desideravano hanno potuto parteciparvi senza incontrare ostacoli.

Ma, al di là e al di sopra della crisi attuale, si tratta di organizzare meglio la nostra unità nella diversità, in modo che gli europei rispondano insieme a molte delle sfide interne ed esterne.

In ogni caso, è necessario predisporre una condivisione dell'esercizio della sovranità che sia allo stesso tempo efficace e legittima: un perfezionamento del "federalismo funzionale" già operante all'interno della Ue è il modo più sicuro per raggiungere tale obiettivo.

Laspinta ad associare efficienza e legittimità deve inoltre condurre ad operare una "differenziazione" all'interno dell'Unione, come già è accaduto nel passato (Schengen e l'Euro).

L'Unione monetaria europea dovrebbe essere gestita sulla base di una procedura di cooperazione più evoluta, ad esempio sulla base dei trattati attuali, in modo da assicurare un'efficace sinergia con i meccanismi di funzionamento della Ue.

La crisi attuale ha confermato l'interdipendenza economica, finanziaria e politica dei Paesi dell'euro-zona, spingendoli ad agire per tutelarla e rafforzarla. Essa ci ha ricordato che l'appartenenza all'euro-zona si fonda su specifici diritti e doveri quanto a disciplina e solidarietà, ed ha evidenziato il fatto che l'euro-zona costituisce il nucleo centrale dell'integrazione, basata su continui atti paralleli di solidarietà e di controllo: la creazione di una supervisione europea delle banche sotto l'egida della Bce, e l'estensione dei fondi di salvataggio alle banche; una parziale mutualizzazione del debito dei paesi membri dell'euro-zona e un ulteriore rafforzamento dei poteri di controllo della Commissione; un perfezionamento del coordinamento delle politiche economiche e sociali attraverso gli incentivi offerti agli Stati membri all'interno di un contesto contrattuale...

I vertici dell'euro-zona hanno lo scopo di adottare linee-guida generali da seguire e quello di assumere decisioni in tempi di crisi. La Commissione deve svolgere pienamente il suo ruolo definendo le linee guida ed esercitando tutti i poteri che i trattati le conferiscono. Il Parlamento europeo deve rimanere un elemento centrale nell'adozione delle decisioni europee in campo legislativo e in materia di bilancio. Nello spirito dell'articolo 13 del Fiscal Compact, la collaborazione tra Parlamenti nazionali dei Paesi dell'euro-zona e Parlamento europeo deve finalmente garantire un dialogo politico più aperto e rafforzare il controllo democratico sugli organismi esecutivi dell'euro-zona.

Un'ulteriore integrazione dell'euro-zona, aperta a tutti i Paesi che lo desiderano, deve andare di pari passo con l'avvio di azioni a livello di Ue: iniziative per un'ulteriore armonizzazione sociale e fiscale all'interno del mercato unico; il progetto di una "comunità europea per l'energia"; nuove iniziative comuni riguardanti la politica estera e quella relativa alla sicurezza... E' unendo questa doppia prospettiva – euro-zona e Ue – che i Paesi della Ue potranno rendere più incisiva la loro azione in tutti i campi di interesse comune e così rafforzare l'unione politica europea.

(Traduzione di Antonella Cesarini)

Gli autori scrivono anche a nome dei partecipanti alla Esc (la European Steering Committee) 2012.

L'elenco completo dei firmatari è disponibile all'indirizzo www.notre-europe.eu

© RIPRODUZIONE RISERVATA

Jacques Delors appuie une intégration renforcée de la zone euro

L'ancien président de la Commission européenne juge que la zone euro doit être le centre de gravité de l'intégration européenne. Sa prise de position intervient quinze jours avant un sommet européen qui sera consacré aux projets de réforme de l'Union européenne. La Commission européenne a présenté ses propres propositions le 28 novembre, prévoyant notamment un budget de la zone euro.

Il importe plus que jamais de faire progresser le débat sur « l'union politique » relancé par la crise que connaissent actuellement les pays européens, affirme Jacques Delors dans [un texte publié vendredi 30 novembre](#).

L'ancien président de la Commission européenne apporte cette contribution une semaine après la réunion du Comité européen d'orientation de *Notre Europe* – *Institut Jacques Delors*, un organisme qu'il a fondé et dans lequel il reste très actif.

TROIS IDÉES CLÉS

Le texte, signé également par Antonio Vitorino, actuel président de *Notre Europe* – *Institut Jacques Delors*, et par le Comité européen d'orientation, propose trois idées clés :

1. L'union politique est aujourd'hui une réalité partielle et une perspective indispensable de l'Union européenne (UE) ;
2. On ne peut progresser dans cette direction qu'en combinant efficacité et légitimité via le recours à la « différenciation », concept désignant la possibilité que les États membres progressent à des vitesses différentes au sein de l'Union ;
3. La zone euro doit être et sera le centre de gravité de l'intégration européenne.

Ils concluent que c'est en combinant la double perspective – zone euro et UE – que les pays européens pourront le mieux approfondir leurs actions dans tous les domaines d'intérêt commun, et ainsi approfondir « l'union politique européenne ».

DIVERGENCES ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Cette contribution intervient alors que le débat va s'intensifier sur l'idée d'« union politique ». En juin 2012, les chefs d'État et de gouvernement avaient reconnu la nécessité d'accélérer la réflexion sur ce sujet. Mais la question des changements de traité reste sensible au sein de l'UE après les difficiles tractations et les référendums négatifs dans plusieurs pays avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009. Et la France et l'Allemagne, notamment, sont loin d'avoir une approche commune du sujet.

La chancelière allemande Angela Merkel avait résumé son propos lors d'une interview télévisée diffusée le 7 juin : « *Nous n'avons pas seulement besoin d'une union monétaire, mais aussi de ce qu'on appelle une union fiscale, c'est-à-dire plus de politique budgétaire en commun* », avait-elle affirmé.

« *Et nous avons surtout besoin d'une union politique, c'est-à-dire nous devons à l'avenir, pas à pas transférer des compétences à l'Europe, donner des pouvoirs de contrôle à l'Europe* ». Le mouvement doit être engagé dès 2013 avait-elle signalé.

RÉPONSE DE FRANÇOIS HOLLANDE

François Hollande lui a répondu le 17 octobre dans une interview à six journaux européens : « *L'union politique, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, l'union bancaire, l'union sociale. Elle viendra donner un cadre démocratique à ce que nous aurons réussi de l'intégration solidaire* ». Et ce ne sera pas avant les élections européennes de 2014, a-t-il précisé.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a en tout cas présenté en juin un rapport auquel avaient été associés trois autres présidents : José Manuel Barroso (Commission), Mario Draghi (Banque centrale européenne) et Jean-Claude Juncker (Eurogroupe), rejoints ultérieurement par un cinquième, Martin Schulz (Parlement).

Une des principales idées est la création à terme d'un "*budget central*" de la zone euro, avec une émission limitée de dette commune et en parallèle un contrôle accru sur les budgets nationaux. Il doit présenter une nouvelle version de son rapport lors du sommet européen des 13 et 14 décembre prochain.

VERS PLUS DE CONVERGENCE

Mercredi 28 novembre, la Commission a adopté [sa propre contribution au débat](#). Elle veut approfondir l'union économique et monétaire (UEM) via la création d'un budget de la zone euro qui passerait par des changements de traité. « *Tout ce qu'on peut faire à traité constant, nous essaierons de le faire, mais on prépare les bases pour approfondir l'UEM si nécessaire par un nouveau traité* », a souligné José Manuel Barroso.

À court terme, dans les 18 mois, la Commission demande l'adoption rapide du mécanisme unique de supervision bancaire et d'un mécanisme unique pour procéder à la restructuration ou mise en faillite des banques en difficulté. Elle prévoit aussi la création d'un « *instrument de convergence et de compétitivité* » pour soutenir la mise en œuvre des réformes structurelles dans les États membres.

Elle souhaite en outre une unification de la représentation extérieure de la zone euro dans les organisations économiques et financières et les enceintes internationales. José Manuel Barroso a évoqué la perspective d'un « *siège unique* » de la zone euro au Fonds monétaire international (FMI).

UNE AUTONOMIE RENFORCÉE

À moyen terme, entre 18 mois et 5 ans, Bruxelles propose de bâtir une « *capacité budgétaire* » pour la zone euro, « *autonome* », s'appuyant sur des « *ressources propres* » et pouvant « *en dernier ressort recourir à l'emprunt* ». Elle prévoit aussi la création d'un « *fond d'amortissement de la dette* ». Ces deux dispositifs nécessiteraient des changements de traité.

À plus long terme, c'est-à-dire au-delà de cinq ans, la Commission envisage une « *union budgétaire et économique complète* » fondée sur « *un partage de souveraineté adéquat et dotée d'un budget central* » avec « *l'émission commune de dette* ». Cela requerra un « *changement fondamental des traités* », souligne la Commission. **JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN**

Οι «σοφοί» της Ευρώπης στο Εθνος



Ethnos.gr – 20 ώρες πριν

euro2day.gr - 36 λεπτά πριν

Ζακ Ντελόρ και Χανς Ντίντριχ Γκένσερ. Δύο προσωπικότητες ιστορικές για την ιστορία της Γηραιάς Ηπείρου, που γνώρισαν την Ευρωπαϊκή Ένωση από τα σπάργανά της και στήριξαν με πάθος την ευρωπαϊκή ιδέα.

Σήμερα βλέπουν την κρίση που πλήττει την Ευρώπη και ιδιαίτερα τις χώρες της Ευρωζώνης, ως μια ευκαιρία για βαθύτερη πολιτική ένωση. Αμφότεροι τονίζουν το πόσο αλληλένδετες είναι οι χώρες-μέλη, σε πολιτικό και οικονομικό επίπεδο και το πώς πρέπει να αξιοποιηθεί και να διευρυνθεί αυτή η αλληλεξάρτηση προς όφελος της ΕΕ. Ο Ζακ Ντελόρ, μαζί με τον Αντόνιο Βιτορίνο και τα μέλη της Ευρωπαϊκής Επιτροπής Προσανατολισμού (CEO) της δεξαμενής σκέψης «Notre Europe-Ινστιτούτο Ζακ Ντελόρ», θεωρούν επιτακτική την ανάγκη για καλύτερο συντονισμό, αποτελεσματικό-τερο έλεγχο και μεγαλύτερη συνοχή μεταξύ των «17» της Ευρωζώνης.

Με αρκετό συναισθηματισμό αλλά και αισιοδοξία, ο Γκένσερ γράφει στο «Εθνος της Κυριακής» για την Ευρώπη «μας», που θα βγει δυνατότερη από αυτήν τη δοκιμασία και που θα λειτουργήσει ως «εργοτάξιο του μέλλοντος» για όλο τον κόσμο. Ο πρώην αντικαγκελάριος της Γερμανίας επιμένει στη στήριξη που παρείχε στη χώρα μας, όταν επρόκειτο να εισέλθει στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα, και εξαίρει τη δύναμη της Ελληνικής Δημοκρατίας, που τώρα περνά σκληρή δοκιμασία.

ΧΑΝΣ ΝΤΙΝΤΡΙΧ ΓΚΕΝΣΕΡ

Χωρίς Ελλάδα η Ευρώπη είναι μόνο ένας κορμός

Επί χρόνια η διαδικασία της ευρωπαϊκής ενοποίησης έμοιαζε σαν να είναι μια μηχανή αένας κίνησης. Όλα γίνονταν από μόνα τους, χωρίς παρεμβολές. Σαν να ήταν όλα αυτά αυτονόητα. Η κρίση των ενυπόθηκων δανείων στις ΗΠΑ, πριν από μερικά χρόνια, έφερε αναταραχή στον διεθνή οικονομικό κόσμο. Φαινομενικά αξιόπιστοι και υπολογίσιμοι κολοσσοί έπαψαν να έχουν αυτά τα χαρακτηριστικά. Αυτό ίσχυε τόσο για τράπεζες όσο και για κράτη. Και έγινε ξαφνικά αντιληπτό ότι στις αχαλίνωτες παγκόσμιες αγορές κεφαλαίων πλούτιζαν, χωρίς αναστολές,

ασυνείδητοι και ανεύθυνοι παράγοντες, δίχως να λογαριάζουν τις συνέπειες. Με δυο λόγια, έγινε αντιληπτό ότι η κοινότητα των κρατών δεν είχε καταφέρει να συμβαδίσει με τη διαδικασία της παγκοσμιοποίησης. Ελειπαν οι στιβαρές προϋποθέσεις και τα όρια, τα οποία είναι αυτονόητα στο εσωτερικό των κρατών.

Εντός της Ευρωπαϊκής Ένωσης κατέστη σαφές ότι η μη τήρηση των υποχρεώσεων που συνόδευαν την οικονομική και νομισματική ένωση οδήγησε σε σοβαρά λάθη. Για παράδειγμα, η Γερμανία υποχρεώνεται να ακούσει ότι ήταν η πρώτη που υπερέβη το όριο του 3%, δίνοντας έτσι ένα κακό παράδειγμα στις άλλες χώρες-μέλη.

«Παγκόσμια γειτονιά»

Ακόμη έγινε σαφές ότι η παγκοσμιοποίηση σημαίνει πως δεν υπάρχουν πλέον απομακρυσμένες περιοχές. Οποδήποτε συμβαίνει οπουδήποτε στον κόσμο επιδρά παντού. Και όσο μεγαλύτερος είναι ο παράγοντας που διέπραξε το λάθος τόσο εντονότερες είναι οι επιπτώσεις στους άλλους. Ο κόσμος έχει μετατραπεί εδώ και καιρό σε μια παγκόσμια γειτονιά. Ο,τι επηρεάζει τον έναν επηρεάζει και τον άλλον. Η γειτονία δεν εξαρτάται πλέον από το εάν έχει κανείς κοινά σύνορα ή όχι. Έτσι, η αμερικανική κρίση ενυπόθηκων δανείων επηρέασε και το τελευταίο γερμανικό ή ελληνικό χωριό.

Οι συνέπειες της γειτονίας εντός της Ευρωπαϊκής μας Ένωσης φαίνονται με ακόμη πιο δραματικό τρόπο. Το μέγεθος της αλληλεξάρτησης, της εξάρτησης του ενός από τον άλλον, γινόταν ολοένα και πιο συνειδητό. Αυτό σημαίνει επίσης ότι η αλληλοβοήθεια των κρατών-μελών της νομισματικής ένωσης είναι κάτι περισσότερο από αλληλεγγύη με έναν Ευρωπαίο εταίρο. Είναι αλληλεγγύη και για τους ίδιους τους εαυτούς τους.

Όπως για τις χώρες που επλήγησαν από την κρίση σαν την Ελλάδα, η διαδικασία συνειδητοποίησης της αναγκαιότητας των μεταρρυθμίσεων ήταν μια δύσκολη διαδικασία, έτσι ήταν και για τις χώρες που εκλήθησαν να βοηθήσουν, επίσης μια δύσκολη διαδικασία να αντιληφθούν ότι η βοήθεια προς την Ελλάδα και προς άλλα κράτη είναι βοήθεια και προς τα ίδια τα κράτη-δανειστές. Επρεπε να αναγνωρίσουν ότι η αποτυχία της ευρωπαϊκής οικονομικής και νομισματικής ένωσης θα ήταν απώλεια για όλους. Στο τέλος της τωρινής διεργασίας θα δημιουργηθεί μεταξύ των Ευρωπαίων μια νέα και ενισχυμένη συνείδηση, η συνείδηση μιας κοινότητας που συνδέεται από κοινή μοίρα.

Τότε δεν θα υπάρχουν πια σκληρές κουβέντες ούτε από τη μία ούτε από την άλλη πλευρά. Θα υπάρχει, όμως, η επίγνωση ότι οι Ευρωπαίοι είναι μια κοινότητα με την καλύτερη έννοια της λέξης. Η συμβολή κάθε λαού θα παραμείνει διαφορετική. Αλλά θα περάσει όλο και περισσότερο η αντίληψη ότι το να στέκονται οι Ευρωπαίοι ο ένας στον άλλον είναι κάτι αυτονόητο στην κοινότητά μας. Και θα είναι σαφές στον καθένα πόση εσωτερική δύναμη επέδειξε η Ελληνική Δημοκρατία όταν το ζητούμενο ήταν να διορθωθούν λάθη του παρελθόντος.

Η ελληνική κυβέρνηση, με τον πρωθυπουργό Σαμαρά στην κορυφή, δείχνει αυτήν τη στιγμή μεγάλη υπευθυνότητα. Και ο ελληνικός λαός, που στηρίζει την κυβέρνηση, δεν αξίζει την κριτική αλλά τον σεβασμό των εταίρων. Τα μέτρα που είναι τώρα απαραίτητα επηρεάζουν πολλούς ανθρώπους στην Ελλάδα προκαλώντας σοβαρά κοινωνικά προβλήματα, τα οποία είναι δικαιολογημένα μόνο επειδή δημιουργούν την ευκαιρία για ένα καλύτερο μέλλον.

Όταν ήταν υπό συζήτηση η ένταξη της Ελλάδας στην τότε Ευρωπαϊκή Κοινότητα, εγώ ανήκα σε εκείνους που τάχθηκαν υπέρ. Σε αυτούς τους τόσο χαλεπούς καιρούς για την Ελλάδα, που αποδεικνύεται η δύναμη της Ελληνικής Δημοκρατίας, η οποία αντέχει αυτήν την πρόκληση, νιώθω δικαιωμένος για τη στάση μου τότε.

«Θα τα καταφέρουμε»

Σήμερα μπορούμε να διαπιστώσουμε το εξής: η Ευρώπη είναι στη διαδικασία να αντέξει τη μεγαλύτερή της δοκιμασία. Το πνεύμα ενότητας, το οποίο επιδεικνύουν οι λαοί της Ευρώπης, μας επιτρέπει να πούμε ότι ΕΜΕΙΣ οι Ευρωπαίοι θα τα καταφέρουμε. Αυτό σημαίνει ότι η Ευρώπη εμφανίζεται στον κόσμο ως ένα εργοτάξιο του μέλλοντος.

Λαοί, οι οποίοι παλαιότερα ήταν εχθρικοί ο ένας απέναντι στον άλλον, συμπαρastedέκονται ο ένας στον άλλον σε μια περίπτωση ανάγκης και αποδεικνύουν στον κόσμο ότι αυτή η κοινότητα με την κοινή μοίρα είναι και μια κοινότητα της επιτυχίας. Αλλά αυτό κατέστη δυνατό μόνο επειδή η Ευρώπη μας δημιουργήθηκε στη βάση της ισοτιμίας και της ισότητας των μικρών και των μεγάλων λαών. Το να αναγνωρισθεί αυτό είναι σημαντικό για όλο τον κόσμο, εφόσον θέλουν να δημιουργήσουμε μια τάξη πραγμάτων η οποία θα μπορεί να αντιμετωπίζεται ως δίκαιη. Εμείς οι Ευρωπαίοι πρέπει να καταλάβουμε ότι κανένα κράτος της Ευρώπης δεν θα μπορούσε να κινηθεί μόνο του σε αυτήν τη

νέα παγκόσμια τάξη έχοντας αυτό το ειδικό βάρος. Μαζί είμαστε ένας παράγοντας που πρέπει να λαμβάνεται σοβαρά υπόψη, που δείχνει στον κόσμο ότι μπορούμε να διδαχθούμε από την Ιστορία.

Όταν το ζητούμενο ήταν η είσοδος της Ελλάδας στην τότε Ευρωπαϊκή Κοινότητα, είχα αντιτάξει στους σκεπτικιστές ότι η Ευρώπη χωρίς την Ελλάδα θα είναι ένας κορμός. Το λέω και σήμερα με ακόμη μεγαλύτερη πεποίθηση.

ZAK NTEΛΟΡ

Η κρίση έδειξε ότι πρέπει να παλέψουμε για πολιτική ένωση

Η πολύπλευρη κρίση που χτυπά όλες τις ευρωπαϊκές χώρες και οι απαντήσεις των ευρωπαϊκών θεσμών έδωσαν νέα ώθηση με παράδοξο τρόπο τη συζήτηση για την «πολιτική ένωση», όρος που απουσίαζε από τα συμπεράσματα του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου του Ιουνίου του 2012, ωστόσο παρουσιάζεται ενίοτε ως ένας στόχος που πρέπει να επιτευχθεί μεσοπρόθεσμα. Έχει σημασία να προχωρήσει η δημόσια συζήτηση με βάση κάποιες ιδέες - κλειδιά, με την προοπτική των ευρωπαϊκών εκλογών το 2014.

Η επίκληση των σχεδίων για τη δημοσιονομική και τραπεζική ένωση έχει το προτέρημα να μας θυμίζει ότι η κοινή διαχείριση ορισμένων τομέων είναι το κεντρικό διακύβευμα από το οποίο θα πρέπει να εκκινήσουν οι συζητήσεις για την πολιτική ένωση, που αποτελεί μια απαραίτητη προοπτική για το οικοδόμημα μιας σταθερής και ευημερούσας Ευρωζώνης.

Έλεγχος πολιτών

Θα πρέπει λοιπόν να επισημανθεί ότι η πολιτική ένωση είναι ήδη μια πραγματικότητα ατελής που απαιτεί εμβάθυνση, όπως και η ομοσπονδία των κρατών-μελών που αποτελούν την ΕΕ. Αυτή η «πολιτική ένωση» βασίζεται σε τρία στοιχεία: τα κράτη-μέλη της ΕΕ αποφάσισαν να διαχειριστούν από κοινού ορισμένους τομείς και προς αυτόν τον σκοπό έφτιαξαν κοινούς θεσμούς που δρουν υπό τον έλεγχο των πολιτών. Μια τέτοια πολιτική ένωση δίνει κρίσιμο ραντεβού τον Ιούνιο του 2014, με τις εκλογές που θα επιτρέψουν την εκλογή νέων ευρωβουλευτών, αλλά επίσης τον πιο άμεσο διορισμό του προέδρου της νέας Ευρωπαϊκής Επιτροπής, εκλογές για τις οποίες τα πολιτικά κόμματα θα πρέπει να ορίσουν τους υποψήφιους τους και να ετοιμάσουν τα ευρωπαϊκά προγράμματα.

Η κρίση της Ευρωζώνης έχει ήδη επιτρέψει κάποιες καλοδεχούμενες προόδους στον τομέα της ευρωπαϊκής πολιτικής ένωσης, στη βάση της κοινής ενίσχυσης της

αλληλεγγύης και του ελέγχου που ασκείται από την ΕΕ, όπως ο Ευρωπαϊκός Μηχανισμός Σταθερότητας και το Δημοσιονομικό Σύμφωνο. Όλες οι χώρες της ΕΕ δεν συμμετέχουν (στα παραπάνω), αλλά όσες το θέλησαν, είχαν τη δυνατότητα να το κάνουν...

Πέρα από την κρίση, θα πρέπει να υπάρξει καλύτερη οργάνωση της ενότητας εντός της διαφορετικότητας, ώστε να απαντήσουν από κοινού οι Ευρωπαίοι σε έναν αριθμό εσωτερικών και εξωτερικών προκλήσεων.

Σε κάθε περίπτωση θα πρέπει να τεθεί σε εφαρμογή ένα μοίρασμα της άσκησης της κυριαρχίας, αποτελεσματικό και νόμιμο ταυτοχρόνως: η βελτίωση του «λειτουργικού ομοσπονδιακού χαρακτήρα» της Ένωσης που υφίσταται ήδη στους κόλπους της ΕΕ είναι ο πιο σίγουρος τρόπος για να το πετύχουμε.

Ο συνδυασμός αποτελεσματικότητας και νομιμότητας πρέπει να ενθαρρύνει μια προσφυγή στη «διαφοροποίηση» στους κόλπους της ΕΕ, όπως έχει γίνει και στο παρελθόν (π.χ. με τη Σένγκεν και την Ευρωζώνη).

Η οικονομική και νομισματική ένωση έχει έτσι αποστολή να οργανώνεται μέσω της διαδικασίας της ενισχυμένης συνεργασίας, δηλαδή εντός του πλαισίου των τωρινών συνθηκών, με τρόπο που εγγυάται μια καλή σύνδεση με τη λειτουργία της Ευρώπης των 27.

Η παρούσα κρίση ανέδειξε το πόσο αλληλένδετες είναι οι χώρες της Ευρωζώνης σε δημοσιονομικό και πολιτικό επίπεδο, ωθώντας τις να δράσουν για τη διατήρηση και την ενίσχυση (της ένωσης).

Λειτουργήσε ως υπενθύμιση του ότι το να ανήκει κανείς στην Ευρωζώνη βασίζεται σε συγκεκριμένα δικαιώματα αλλά και καθήκοντα όσον αφορά την πειθαρχία και την αλληλεγγύη και κάνει αυτήν τη ζώνη να φαίνεται ως το χωνευτήρι μιας αυξημένης ενοποίησης που βασίζεται στην παράλληλη επιδίωξη δράσεων αλληλεγγύης και ελέγχου: εφαρμογή μιας ευρωπαϊκής εποπτείας των τραπεζών, υπό την αιγίδα της ΕΚΤ, και παράταση των κεφαλαίων βοήθειας προς τις τράπεζες, μερική αμοιβαιοποίηση των χρεών των κρατών-μελών και συμπληρωματική ενίσχυση των εποπτικών εξουσιών της Επιτροπής, βελτίωση του ευρωπαϊκού συντονισμού των οικονομικών και κοινωνικών πολιτικών, μέσω των χρηματοοικονομικών κινήτρων που παρέχονται στα κράτη-μέλη, μέσα σε ένα συμβατικό πλαίσιο...

Οι θεσμοί

Οι σύνοδοι της Ευρωζώνης έχουν ως αποστολή την υιοθέτηση των κύριων κατευθυντήριων γραμμών και τη λήψη αποφάσεων σε περιόδους κρίσης. Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή θα πρέπει να ασκήσει πλήρως τον ρόλο της στον προσδιορισμό αυτών των κύριων κατευθυντήριων γραμμών και στην άσκηση όλων των εξουσιών που της παρέχονται από τις συνθήκες. Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο θα πρέπει να διατηρήσει τον ουσιαστικό του ρόλο στην υιοθέτηση των ευρωπαϊκών αποφάσεων που σχετίζονται με νομοθεσία και προϋπολογισμούς.

Στο πνεύμα του άρθρου 13 του Δημοσιονομικού Συμφώνου, η συνεργασία μεταξύ των βουλευτών που προέρχονται από τα εθνικά κοινοβούλια των χωρών της Ευρωζώνης και των ευρωβουλευτών θα πρέπει εντέλει να ευνοήσει έναν πιο ανοιχτό πολιτικό διάλογο και την ενίσχυση του δημοκρατικού ελέγχου... Αυτή η αυξημένη ενοποίηση της Ευρωζώνης, ανοιχτή σε όλες τις ευρωπαϊκές χώρες που το επιθυμούν, πρέπει να συμβαδίζει με το λανσάρισμα πρωτοβουλιών σε επίπεδο ΕΕ: προσπάθειες εναρμόνισης σε κοινωνικό και δημοσιονομικό επίπεδο στο πλαίσιο της ενιαίας αγοράς, σχέδιο της «Ευρωπαϊκής κοινότητας ενέργειας», νέες κοινές πρωτοβουλίες σε επίπεδο εξωτερικής πολιτικής και ασφάλειας...

Με τον συνδυασμό αυτής της διπλής προοπτικής -Ευρωζώνη και ΕΕ-, οι ευρωπαϊκές χώρες θα μπορέσουν να εμβαθύνουν περισσότερο τις δράσεις τους σε όλους τους τομείς κοινού ενδιαφέροντος και συνεπώς της ευρωπαϊκής πολιτικής ένωσης».

** Το κείμενο συνυπογράφουν οι: Ζακ Ντελόρ, Αντόνιο Βιτορίνο και οι συμμετέχοντες στην Ευρωπαϊκή Επιτροπή Προσανατολισμού (CEO) του Ινστιτούτου «Notre Europe» («Η Ευρώπη μας»)*

Γ. Αποστολίδης - Μ. Αδαμίδου - Δ. Ράγια

ΔΙΑΒΑΣΤΕ ΑΚΟΜΑ:

[Το ΣΔΟΕ «εξομολογεί» δέκα ιεράρχες](#)

[«Χυδαία επιχείρηση» καταγγέλλουν Γ. Παπανδρέου - Μαργαρίτα](#)

[Κήρυξε «πόλεμο» στη Χρυσή Αυγή](#)

La Repubblica - Italie | vendredi, 30. novembre 2012

Pour Delors et Vitorino, l'UE doit devenir une union politique

La crise de l'euro a renforcé la solidarité mutuelle en Europe, argumentent Jacques Delors et António Vitorino, fondateur et président du think-tank Notre Europe - Institut Jacques Delors, dans le quotidien de centre-gauche La Repubblica. Ils appellent les Etats membres à progresser dans cette direction : "Cette crise a fait apparaître la zone euro comme le creuset naturel d'une intégration accrue, qui doit reposer sur la poursuite parallèle des actions de solidarité et de contrôle déjà engagées. ... L'intégration accrue de la zone euro, ouverte à tous les pays européens qui le souhaitent, a naturellement vocation à aller de pair avec le lancement d'initiatives impliquant tous les pays de l'UE. C'est par exemple dans le cadre du marché unique que doivent être relancés les efforts d'harmonisation nécessaires en matière sociale et fiscale; au niveau de l'UE-27 que doit être mis en œuvre le projet de 'Communauté européenne de l'énergie' que nous promouvons; ou encore que des actions communes en matière de politique étrangère et de sécurité doivent être encouragées, sur les bases des propositions du 'Rapport Westerwelle'. Si les Etats membres de l'UE allient la double perspective, zone euro et UE, ils pourront marquer davantage leurs actions dans tous les domaines d'intérêt communautaire et renforcer ainsi l'union politique."

» informations complémentaires (lien externe, italien)

Pour en savoir plus sur les thèmes de la revue de presse **» Politique Européenne, » Europe**

Tous les textes disponibles de **» Jacques Delors, » António Vitorino**

ECONOMY

The euro zone, core of a political union

By Jacques Delors

The multi-faceted crisis currently rocking the countries of Europe and the solutions devised by the European institutions has, ironically, given a fresh impulse to the debate on "political union": this phrase is absent from the conclusions of the European Council meeting held in June 2012 but it occasionally presented as a goal to be achieved in the middle term. It is more important than ever to push this debate forward on the basis of several key ideas, ahead of the European Council meeting scheduled for 13 and 14 December and above all of the European elections in 2014.

1. Political union, a partial reality and an indispensable perspective

The debate raging over the projects for a "budgetary union", an "economic union" and a "banking union" generates very high expectations the European Council of mid-December should not disappoint. It has the merit of reminding us that the common exercise of certain competences is the central issue which must underpin discussions on the "political union", which must absolutely be put into perspective to ensure the setting up of a stable and thriving EMU.

To go further, we need to be clear about exactly what the expression "political union" covers, because it is understood in very different ways from one European country to the next, with the result that this profusion of different meanings has been fuelling a spate of sterile debates, as indeed it was the case with the expression "economic governance". Thus it needs to be stressed that political union is already a European reality, incomplete and which needs to be deepened, as does the "Federation of Nation States" which the EU is too.



Former Commission President Jacques Delors

This "European political union" is indeed based on three factors: the EU member states have decided to exercise certain responsibilities together, and to this end they have set up common institutions, acting under the citizens' supervision.

Such a political union faces a crucial deadline in June 2014, with elections that will not only be electing new MEPs for the European parliament but will also have to ensure that the President of the new Commission is designated in a more democratic manner. In this perspective, the political parties need to start identifying their candidates and preparing their European agendas and platforms ahead of these elections. It is by reference to such an event that all supporters of a more efficient and more legitimate European integration must be mobilised.

2. Combining efficiency and legitimacy through "differentiation"

The euro zone crisis has already fostered a certain amount of often belated (yet nonetheless welcome) progress of European integration on the basis of a joint strengthening of the solidarity and supervision exercised by the EU: the approval of the "European Stability Mechanism" and the adoption of the "Fiscal Compact" are the most notable instances of that progress at this stage. All EU countries do not take part to this progress but those willing to were able to be involved, without being hindered.

But above and beyond the present crisis, it is a matter of organising better our "unity in diversity" in order to allow the European people to respond together to a good many of the internal and external challenges they currently face.

In each instance, setting up mechanisms allowing for a sharing of the exercise of sovereignty that is at once both effective and legitimate, to the benefit of the EU's member states and of its citizens should be the objective. An improvement in "functional federalism" already operating within the EU is the most reliable way of achieving this (as opposed to the notion of a "federal leap").

The drive to combine efficiency and legitimacy must also lead to move to "differentiation" within the EU, as in the past (for instance in connection with Schengen and with the euro) and as the recent crisis impels us. The EMU should then be implemented through the enhanced cooperation procedure, i.e. on the basis of the current treaties, so as to ensure effective dovetailing with the functioning of the EU27.

3. The euro zone, centre of gravity of European integration

The current crisis has clearly, and sometimes painfully, confirmed the economic, financial and political interdependence of euro zone member states and citizens, prompting them to act in order to safeguard and to strengthen it. It reminded us that belonging to the euro zone is based on specific rights and duties as far as dis-

cipline and solidarity are concerned. It also underlined the flaws due to the imbalance between monetary union and economic union, and it must now lead to firmly address the consequences and causes of such an imbalance.

This crisis made the euro zone appear like the natural core of an increased integration, which must be based on parallel continuing acts of solidarity and control: the creation of a European supervision of banks under the aegis of the ECB, and extension of the rescue funds to banks; a partial mutualisation of the issue of the euro zone member countries' debt (via "Eurobills" or "Eurobonds") and a further strengthening of the Commission's powers of control and sanction; an improvement of European co-ordination of economic and social policies in order to curb the excesses and abuses that threaten the proper functioning of the monetary union, through financial incentives offered to member states within a contractual framework; the creation of a "cyclical adjustment fund" playing the role of an insurance policy among the members countries...

On the institutional level, "euro zone summits" are already held to adopt the broad guidelines for the euro zone to follow and to reach decisions in times of crisis. The Commission must play its role to the full in defining these broad guidelines and in exercising all of the powers conferred on it by the treaties. The European Parliament must remain a crucial player in the adoption of the European legislative and budgetary decisions. In the spirit of article 13 of the "Fiscal Compact", cooperation between national parliamentarians from euro zone countries and European parliamentarians must at last ensure a more open political dialogue and reinforce democratic oversight for the euro zone executive entities. National parliaments must be assigned a more important role in the main budgetary decisions of the euro zone when such decisions have an impact on national budgets or when they concern a new budget for the zone.

A further integration of the euro zone, open to all European willing countries, must naturally go hand in hand with the launching of initiatives involving all EU countries. For example, within the single market, necessary efforts for a further social and fiscal harmonisation are required; it is within the EU27 that we must set in the project of a "European energy community" that we promote; or that we must encourage common actions related to foreign and security policies, on the basis of the proposals of the "Westerwelle report".

It is by combining this double perspective – euro zone and EU – that EU countries will best be able to better deepen their action in all fields of common interest and so deepen the "European political union".

* The European Steering Committee (ESC) brings together high-profile European figures to discuss subjects of fundamental importance to the future of the EU. It has a role in orienting the work of Notre Europe – Jacques Delors Institute and proposes ways forward for European integration. The complete list of the signatories is available: www.notre-europe.eu

commeunic@te
A Seminar Series on Effective EU Engagement

Insight, clarity and working knowledge for those engaged with policy-making and policy development in the European Union

**"The Role, Powers and Limitations of the EU Institutions:
And How to Impact the Decision-Making Process"**
Thursday 31 January 2013

**"Lobbying - The Lifeblood of Effective Engagement:
Intelligent Collaboration with Policy-Makers and Other Stakeholders"**
Thursday 21 February 2013

"Delivering Effective Communications - Joining the Dots"
Thursday 28 February 2013

SCOTLAND EUROPA Scotland Europa Conference Centre, Rond Point Schuman 6, Brussels

Full Programme & Registration
www.supportbase.eu.com/commeunic@te.html

More information about this seminar series:
+32 (0)2 503 2572 / +32 (0)2 513 6383
Email: ourevents@supportbase.eu.com

Support Base Events
EVENT LEADER

Burson-Marsteller
KNOWLEDGE PARTNER

NEWEUROPE
MEDIA PARTNER